



Colleges and Institutes Canada  
Collèges et instituts Canada

## **Compétences et innovation pour la croissance économique inclusive et la compétitivité**

### **Mémoire au Comité permanent des finances de la Chambre des communes pour la consultation prébudgétaire en prévision du budget de 2019**

**Août 2018**

#### **Recommandations**

1. Amplifier l'incidence des bureaux de recherche appliquée des collèges et des instituts sur l'écosystème de l'innovation grâce à un nouvel investissement annuel de 40 millions de dollars pour financer le soutien à la recherche.
2. Préparer les jeunes aux emplois de demain en augmentant les investissements fédéraux dans l'apprentissage intégré au travail (AIT).
3. Améliorer les résultats des Autochtones sur le marché du travail et appuyer le développement économique dans les communautés autochtones grâce à un soutien financier accru pour les apprenants, à des programmes personnalisés et à des mesures de soutien globales.
4. Élaborer une stratégie nationale d'acquisition de compétences et d'apprentissage continu pour les travailleurs canadiens et les employeurs afin de faire face aux perturbations et de tirer parti des nouvelles possibilités.
5. Rendre les campus plus écologiques, plus écoénergétiques et mieux adaptés aux besoins d'apprentissage actuels et futurs en investissant dans le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires.
6. Assurer la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale en augmentant les possibilités de mobilité des étudiants, tant au pays qu'à l'étranger.

## Introduction

« [N]ous devons veiller à ce que les citoyens aient les outils nécessaires pour réussir dans le marché du travail d'aujourd'hui et de demain. Au cours des dernières décennies, tous les pays du G7 ont réussi à rehausser le niveau d'éducation de manière considérable, ce qui a permis de stimuler la croissance économique et l'innovation. Ils y sont parvenus grâce à une grande diversité de possibilités d'apprentissage et de formation, dont la formation professionnelle et les stages, et diverses formes de cours collégiaux et universitaires. Pour offrir à tous une chance réelle et égale de réussir, il est primordial de combler les lacunes pour que les groupes sous-représentés aient accès à ces possibilités d'apprentissage »<sup>1</sup>.

En tant que porte-parole des collèges, des instituts, des cégeps et des écoles polytechniques publics du Canada, nous sommes entièrement d'accord. Le Canada fait face à une grande incertitude, car l'évolution rapide de la technologie perturbe les hypothèses sociétales et économiques. Cela présente à la fois des défis et des possibilités - réagir de manière à rendre le Canada plus inclusif et plus prospère dans un marché mondial concurrentiel.

Les collèges et instituts apportent chaque année plus de 190 G\$ à l'économie canadienne et contribuent à la croissance économique inclusive en travaillant avec des employeurs pour offrir plus de 10 000 programmes dans les collectivités urbaines, rurales, isolées et nordiques. Ces programmes d'enseignement postsecondaire sont destinés à répondre aux besoins du marché du travail, à doter les diplômés de compétences qui font leur résilience en périodes d'incertitude et de perturbation économiques, et à recycler les adultes menacés de chômage par la disparition de leur emploi. Les collèges et instituts sont très au fait des réalités des économies régionales et proposent des services de recherche appliquée qui sont adaptés aux besoins du monde des affaires et des collectivités. Leurs installations et l'expertise de leurs professeurs et de leurs étudiants aident les entreprises et les organismes des secteurs privé, public et sans but lucratif à solutionner des problèmes du monde réel.

Comme 95 % de la population vit à moins de 50 km d'un campus ou d'un centre d'apprentissage, les collèges et instituts sont très bien placés pour aider les gouvernements à assurer une croissance économique équitable pour les Canadiens. Ils stimulent l'innovation, relèvent la productivité et contribuent à la compétitivité mondiale.

## Un écosystème de l'innovation plus inclusif et collaboratif

**Recommandation 1 : Amplifier l'incidence des bureaux de recherche appliquée des collèges et des instituts sur l'écosystème de l'innovation grâce à un nouvel investissement annuel de 40 millions de dollars pour financer le soutien à la recherche.**

L'investissement historique du budget de 2018 dans le Programme d'innovation dans les collèges et la collectivité témoigne de la pleine reconnaissance du rôle distinct que jouent les collèges et les instituts dans l'écosystème de l'innovation. Ce financement appuie des partenariats de recherche appliquée qui profitent aux entreprises, aux organismes communautaires et aux étudiants. Pour tirer pleinement parti de la capacité des collèges et des instituts d'accélérer la croissance et la compétitivité, la prochaine étape essentielle consiste à fournir aux bureaux de recherche appliquée un financement de soutien à la recherche prévisible et stable. Ils seront ainsi mieux à même d'attirer de nouveaux venus dans les systèmes d'innovation régionaux, en particulier les PME, les jeunes entrepreneurs et les entreprises en démarrage, ce qui facilitera les liens de commercialisation avec d'autres exécutants de recherche, y compris les universités et les laboratoires gouvernementaux. Le financement du soutien à la recherche procurera également des avantages en permettant un engagement accru du corps professoral et des

---

<sup>1</sup> Rapport du Canada sur le G7 de 2018 : [https://g7.gc.ca/wp-content/uploads/2018/06/Rapport-du-G7-%E2%80%93-R%C3%A9aliser-une-croissance-qui-profite-%C3%A0-tout-le-monde\\_NEW-COVER.pdf](https://g7.gc.ca/wp-content/uploads/2018/06/Rapport-du-G7-%E2%80%93-R%C3%A9aliser-une-croissance-qui-profite-%C3%A0-tout-le-monde_NEW-COVER.pdf)

étudiants, des programmes visant à atteindre l'équité, la diversité, l'inclusion et l'excellence en administration et en présentation de la recherche, et enfin l'entretien des laboratoires et des installations de recherche.

## Des occasions d'apprentissage intégré au travail élargies et inclusives

**Recommandation 2 : Préparer les jeunes aux emplois de demain en élargissant les investissements fédéraux dans l'AIT par les moyens suivants :**

- **Soutien accru à une plateforme de jumelage – un point d'accès unique pour les employeurs, les étudiants et les établissements d'enseignement postsecondaire (EEP);**
- **Financement accru afin de :**
  - **proposer aux employeurs des incitatifs souples pour leur permettre d'offrir des placements intéressants, simplifier le cheminement vers l'apprentissage et améliorer les taux de réussite;**
  - **cibler des possibilités d'AIT précises pour les groupes vulnérables et mettre en place des mesures de soutien globales pour assurer la réussite des transitions en milieu de travail;**
  - **l'étendre aux PME et aux organismes sans but lucratif;**
  - **veiller à ce que toute la gamme des possibilités d'AIT soit disponible et élargir l'admissibilité aux disciplines autres que STIM et aux étudiants étrangers;**
- **Nombre accru de stages en AIT dans le secteur public, utilisation des programmes et initiatives du gouvernement fédéral, y compris les supergrappes, les tables de stratégies économiques et l'approvisionnement, pour récompenser les entreprises qui participent à l'AIT.**

L'AIT est un élément central de presque tous les programmes axés sur la carrière dans les collèges et les instituts. La formation se caractérise par une approche axée sur les compétences qui renforce le lien avec la population active. Les compétences du programme sont élaborées, évaluées et mises à jour par les professeurs ayant de l'expérience dans l'industrie et les employeurs qui participent aux comités consultatifs des programmes (CCP). Une étude réalisée pour Emploi et Développement social Canada a révélé que les CCP sont importants pour appuyer l'AIT<sup>2</sup>.

Bien que la majorité des programmes comportent de solides composantes d'AIT, les collèges et les instituts signalent qu'il est difficile d'obtenir des stages et que les taux de réussite des apprentis de troisième et de quatrième année demeurent faibles. Il est également difficile d'assurer l'accès à l'AIT des apprenants vulnérables, notamment ceux des régions rurales et éloignées. L'étude de McKinsey sur les jeunes en transition (*Youth in Transition*<sup>3</sup>) a révélé que 56 % des jeunes Canadiens et 66 % des employeurs croient que les jeunes ne sont pas bien préparés pour le marché du travail. Grâce à un sondage de l'Alliance canadienne des associations étudiantes, les étudiants ont déterminé que les placements rémunérés dans leur domaine d'études étaient la meilleure forme d'expérience pour obtenir un bon emploi à la fin de leurs études<sup>4</sup>. L'étude de McKinsey a également montré que le fossé entre les fournisseurs d'éducation et les employeurs est plus important au Canada qu'ailleurs et que les employeurs qui coordonnent leurs efforts avec les éducateurs ont un meilleur accès aux talents<sup>5</sup>.

Le gouvernement fédéral a augmenté les possibilités d'AIT et renforcé les partenariats employeurs-EEP. Les membres de CIGan apprécient l'annonce de Mitacs dans le budget de 2017, qui accroît les possibilités d'AIT en recherche appliquée pour leurs étudiants. Beaucoup bénéficient également du Programme d'apprentissage intégré au travail pour les étudiants, mais la demande est élevée et l'admissibilité est limitée aux étudiants en STIM et en affaires. Étant donné que 56 % des étudiants suivent des programmes autres qu'en STIM et en affaires<sup>6</sup>, il est possible de renforcer les transitions

---

<sup>2</sup> Les liens entre le milieu de l'enseignement postsecondaire et les employeurs dans les collèges et instituts : The Role of Colleges and Institutes, CIGan 2017 (anglais seulement)

<sup>3</sup> <https://www.mckinsey.com/featured-insights/americas/youth-in-transition> (anglais seulement)

<sup>4</sup> <https://www.casa-acae.com>

<sup>5</sup> [McKinsey Op.cit](#)

<sup>6</sup> [https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=3710001801&request\\_locale=fr](https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=3710001801&request_locale=fr)

entre les EEP et le monde du travail, en mettant davantage l'accent sur les groupes vulnérables. C'Can appuie l'appel lancé par la Business/Higher Education Roundtable pour que tous les étudiants aient accès à des possibilités d'AIT.

## Une approche holistique de l'accès aux EEP et de la mise à niveau des compétences pour les Autochtones

**Recommandation 3 : Améliorer les résultats des peuples autochtones sur le marché du travail et appuyer le développement économique des communautés autochtones en :**

- **Augmentant le soutien financier pour les apprenants des Premières Nations, des Inuits et des Métis afin d'assouplir l'accès aux EEP pour aider les étudiants qui ont besoin d'une mise à niveau avant de faire la transition à un EEP;**
- **Aidant les établissements à offrir des programmes de rattrapage personnalisés, des programmes d'EEP et des mesures de soutien globales pour la réussite des étudiants.**

Pour que le Canada soit plus inclusif et concurrentiel, il est essentiel que les Premières Nations, les Inuits et les Métis puissent participer pleinement à l'économie et que le gouvernement investisse dans les communautés autochtones. Un meilleur accès à l'éducation est essentiel. Comme 86 % de la population autochtone vit à moins de 50 km d'un campus ou d'un centre d'apprentissage, les collèges et instituts sont le principal point d'accès au perfectionnement des compétences et aux EEP. Ils travaillent en étroite collaboration avec les communautés et les établissements autochtones d'enseignement supérieur pour répondre aux besoins et éliminer les obstacles à la participation.

Les collèges et instituts offrent plus de 300 programmes (certificats, diplômes, baccalauréats et certificats d'études supérieures) adaptés aux besoins des apprenants et des communautés autochtones. Les Autochtones qui suivent un programme d'études dans un EEP sont sur un pied d'égalité avec les non-Autochtones pour l'obtention d'un diplôme d'un collège ou d'un institut, à 23 %<sup>7</sup>. Cependant, l'écart persiste en ce qui concerne le niveau de scolarité secondaire : 26 % des Autochtones âgés de 25 à 64 ans n'ont pas de diplôme d'études secondaires, soit plus du double des non-Autochtones (11 %). De même, le taux d'obtention d'un baccalauréat ou d'un diplôme supérieur est de 11 % pour les Autochtones et de 29 % pour les non-Autochtones<sup>8</sup>. En tant que principaux fournisseurs d'éducation des adultes et de perfectionnement des compétences, les collèges et les instituts sont essentiels pour que les Autochtones acquièrent les compétences et l'équivalence d'études secondaires nécessaires à la transition vers les EEP.

Les membres de CICan ont contribué à l'examen exhaustif des soutiens à l'éducation postsecondaire des Autochtones dirigé par Services aux Autochtones Canada. Leurs priorités sont l'augmentation du soutien financier aux étudiants, un meilleur accès et l'amélioration des programmes de rattrapage et d'EEP pour les apprenants et les communautés autochtones, et des services globaux qui favorisent la réussite des apprenants.

## La conversion professionnelle et le perfectionnement des compétences pour la nature changeante du travail

**Recommandation 4 : Élaborer une stratégie nationale d'acquisition de compétences et d'apprentissage continu pour le travail**

**Les Canadiens et les employeurs doivent faire face aux perturbations et tirer parti des nouvelles possibilités.**

Dans son rapport intitulé *Un pays qui apprend*<sup>9</sup>, le Conseil consultatif en matière de croissance économique a fait état d'un besoin urgent d'un plan d'acquisition de compétences pour les travailleurs

---

<sup>7</sup> Statistique Canada, Recensement de 2016

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> <https://www.budget.gc.ca/aceg-ccce/home-accueil-fr.html>

canadiens qui doivent composer avec l'évolution rapide de la technologie. L'évolution des relations commerciales aggrave l'incertitude sur le marché du travail. Bien qu'il soit difficile de prévoir les ajustements qui seront nécessaires, une infrastructure de formation professionnelle qui crée une culture d'apprentissage continu est nécessaire pour assurer l'adaptabilité et la résilience dont les Canadiens ont besoin pour vaincre cette incertitude. Ce plan d'acquisition de compétences doit comprendre des mesures visant à aider les particuliers et les employeurs à se préparer à la disparition d'un emploi et à tirer parti des possibilités qu'offrent la technologie et les nouveaux marchés d'exportation. Plus important encore, il doit amener les particuliers, les employeurs, les éducateurs et les gouvernements à adopter des approches fondamentalement nouvelles en matière de formation professionnelle.

Les collèges et les instituts doivent jouer un rôle de premier plan dans la conception et la mise en œuvre de l'infrastructure requise, un rôle ancré dans leur mandat de base d'offrir une formation adaptée aux besoins des employeurs et de l'économie. Les investissements réalisés dans les budgets précédents en ont jeté les bases et bien des éléments demandés par le Conseil consultatif existent déjà dans les collèges et les instituts, prêts à prendre de l'ampleur : des cadres axés sur les compétences; l'apprentissage intégré au travail; le perfectionnement des compétences essentielles; des options d'études souples et à temps partiel, en ligne et axées sur le milieu de travail; des cours modulaires et de courte durée; et un système d'évaluation et de reconnaissances des apprentissages préalables qui permet d'accorder des crédits officiels pour les compétences acquises en milieu de travail.

Les collèges et instituts sont déterminés à mettre à profit leur expérience et leur succès dans le cadre d'une intervention nationale visant à préserver la stabilité économique et sociale du Canada et à soutenir la croissance continue en cette période de changement.

## Amélioration de l'infrastructure des compétences et de l'innovation

### **Recommandation 5 : Rendre les campus plus écologiques, plus écoénergétiques et mieux adaptés aux besoins d'apprentissage actuels et futurs en investissant dans le Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires.**

Les collèges et instituts produisent une main-d'œuvre hautement qualifiée et concurrentielle pour les employeurs du Canada. Toutefois, les investissements dans l'infrastructure des compétences et de l'innovation n'ont pas suivi l'évolution des besoins et de la technologie. Un sondage de 2015 indique que 60 % de l'infrastructure des collèges et des instituts a dépassé son cycle de vie de 40 ans et que les établissements ont indiqué des projets d'entretien et de construction prêts à démarrer d'une valeur de plus de 7 G\$<sup>10</sup>. Les 675 M\$ que les collèges et les instituts ont reçus du Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires (d'un montant de 2 G\$) ont aidé à répondre à certaines demandes, mais il reste un besoin criant de combler le déficit actuel. Le nouveau financement du Fonds permettrait aux collèges et aux instituts de mettre à niveau leurs infrastructures désuètes et de disposer d'installations et de laboratoires plus écologiques et plus écoénergétiques.

## Compétences mondiales

### **Recommandation 6 : Assurer la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale en augmentant les possibilités de mobilité des étudiants, tant au pays qu'à l'étranger.**

Seulement 1 % des étudiants de collèges et d'instituts canadiens part actuellement à l'étranger dans le cadre de leurs études<sup>11</sup>. Pour être plus concurrentiel sur le marché mondial, il faut porter ce pourcentage à 25 %. Le Canada accuse un retard par rapport aux pays de comparaison; les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et l'UE ont tous des programmes permettant d'envoyer davantage d'étudiants à l'étranger. Il est essentiel de posséder les compétences nécessaires pour soutenir la concurrence et prospérer à l'échelle internationale afin de réussir sur le plan économique. Les études à l'étranger sont souvent perçues comme réservées à un petit nombre de privilégiés, mais les études sur la mobilité internationale montrent que ce sont les personnes issues de milieux moins favorisés qui en tirent les avantages les plus importants<sup>12</sup>. Les possibilités d'étudier ou de faire un stage au Canada élargissent également les horizons, renforcent les compétences en langue seconde et encouragent la mobilité de la main-d'œuvre. Les employeurs recherchent des diplômés qui possèdent non seulement des titres scolaires, mais aussi les compétences interculturelles, en résolution de problèmes et en adaptabilité nécessaires à l'innovation.

## Conclusion

Les recommandations de CIGan visent à maximiser la contribution des collèges et des instituts pour répondre aux besoins de perfectionnement des compétences des Canadiens et pour bâtir un système d'innovation plus inclusif afin de stimuler la croissance économique et d'améliorer la compétitivité. Nos membres ont hâte de travailler avec tous les Canadiens pour atteindre ces objectifs.

---

<sup>10</sup> Sondage 2015 sur la capacité des établissements et leurs besoins en matière d'installations et d'équipement.

<sup>11</sup> [https://cbie.ca/wp-content/uploads/2017/01/SpecialFeature\\_EducationAbroad-EN.pdf](https://cbie.ca/wp-content/uploads/2017/01/SpecialFeature_EducationAbroad-EN.pdf)

<sup>12</sup> <http://education-mondiale.ca/>